

Manifestation organisée par la collectif albertvillois qui soutient le peuple palestinien :

Afps, Parti Communiste Français, Mouvement de la Paix, Collectif Républicain, Parti de Gauche, France Insoumise, Ligue des Droits de l'Homme, Vent d'Ailleurs

6300 prisonniers politiques Palestiniens sont incarcérés actuellement dans les prisons israéliennes, dont 300 enfants et 61 femmes.

Après avoir tenté de négocier sans succès avec l'administration pénitentiaire israélienne pendant des mois pour obtenir des conditions de détention plus humaines, plus dignes, plus justes, 1 800 d'entre eux ont démarré une grève de la faim illimitée, grève "Liberté et Dignité" l'ont-ils nommée ; ils l'ont démarrée le 17 avril dernier, soit 34 jours aujourd'hui, plus d'un mois. Autant dire que leur état de santé va s'aggravant, Nous avons très peu d'informations mais nous savons qu'ils ont des grandes difficultés à se tenir debout, sont victimes victimes d'évanouissements, de vomissements de sang et de graves douleurs.

Ils sont des Prisonniers POLITIQUES, c'est à dire qu'ils refusent le système d'apartheid qui est imposé à l'ensemble de la population Palestinienne depuis plus de 70 ans. C'est pour cette raison qu'ils sont arrêtés.

500 de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants sont incarcérés sans même savoir pourquoi, sans jugement, sans avoir accès à leur dossier : c'est le système dit de la détention administrative, "système inique", illégal au regard du droit international qui condamne pour une période de 6 mois, indéfiniment renouvelable, "pour raisons de sécurité".

Au cours des 50 dernières années, selon l'association Addameer de défense des droits de l'homme, plus de 800 000 Palestiniens ont été emprisonnés ou détenus par Israël !

Certains prisonniers politiques Palestiniens ont choisi la lutte armée, légitime face à une occupation illégitime puisque durable; mais la plupart aujourd'hui résiste de manière pacifique, en participant à des manifestations pacifiques, en exprimant leur opinion ou en pratiquant toutes formes de contestation pacifique. **Ils doivent être libérés !**

Un rapide rappel :

Il y a 100 ans, les gouvernements anglais et français se sont partagés ce Proche Orient en découpant arbitrairement la Région ; ce qui a donné le Liban, la Syrie, la Jordanie (Transjordanie à l'époque) et l'Egypte. La zone située entre le fleuve du Jourdain et la méditerranée a été déclarée zone internationale sous protection conjointe de l'Angleterre, de la France et de la Russie : La Palestine. Ce n'est qu'en 1920 qu'elle passera sous protectorat anglais. Déclaration Balfour...

Il y a 70 ans, en 1947, l'ONU a partagée cette Palestine en deux partie inégales pour en donner plus de la moitié au Foyer National Juif, qui l'a très vite, 1948, transformée en état d'Israël. 850 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux, d'autres 12 à 15000 massacrés. Plus de 500 villages palestiniens ont été détruits. C'est ce que les Palestiniens appellent la Nakba ("Catastrophe", comme le mot "Shoa" en hébreux).

En 1949, l'armée israélienne a envahi et annexé une partie des territoires réservés par l'ONU aux Palestiniens pour porter l'état d'Israël de 50% à 78% de la Palestine historique. Les 22% restant étant ce qu'on appelle aujourd'hui la Cisjordanie et Gaza.

Il y a 50 ans, 1967, l'armée israélienne a envahi les 22% restant et continue jusqu'à aujourd'hui à occuper l'ensemble de ces territoires, les accords d'Oslo devenus caducs n'ayant jamais été appliqués.

Les Palestiniens, y compris ceux d'Israël, vivent donc depuis 70 ans sous un régime d'Apartheid. (Un récent rapport de l'ONU dénonce le système d'apartheid Israélien.)

Que demandent les prisonniers politiques Palestiniens ?

La suppression de la détention administrative (incarcération sans accès au dossier et sans jugement pendant 6 mois, renouvelable indéfiniment), le rétablissement par la croix rouge internationale de deux visites par mois, des soins médicaux adaptés et non pas une mascarade de soins, la suppression de la torture et des mauvais traitements, l'accès à l'information et à l'éducation.

Les conditions de détention actuelles des prisonniers violent les droits de l'Homme et le droit international. La 3ème Convention de Genève rappelle les droits des prisonniers que doivent appliquer les pays qui les détiennent : Israël en est loin !

La réponse israélienne a été la répression: mesures disciplinaires, dispersion des grévistes dans de nouvelles prisons, mise en cellules d'isolement des responsables du mouvement de grève, interdiction d'accès des avocats à leurs clients, suppression généralisée de toutes les visites de familles et brimades inqualifiables.

Depuis 2015, Israël a rendu légale l'alimentation forcée, une pratique assimilée à de la torture selon les Nations unies. Il est à craindre que les autorités y recourent.

Marwan Barghouthi, leader du mouvement de grève, parlementaire, enfermé depuis 15 ans, a écrit une lettre le 24 avril commençant par ces mots :

"Si vous recevez cette lettre c'est qu'Israël a décidé de poursuivre sa démarche de punition collective illégale et de provocation à l'encontre des prisonniers palestiniens plutôt que de répondre à leurs demandes légitimes."

Il la termine par :

*Aucune paix n'est possible entre l'opresseur et l'opprimé
car oppression et paix s'excluent l'une l'autre.*

Il n'existe pas de paix entre le prisonnier et son geôlier.

Le chemin vers la paix, c'est la liberté.

(Marwan Barghouthi, 24 avril 2017)